

# Réunion du conseil de Gouvernement

## jeudi 9 mai 2013

### Communiqué de presse

Le Conseil de gouvernement a tenu, jeudi 28 Joumada Al-Akhira 1434 (9 mai 2013), sa réunion hebdomadaire sous la présidence du Chef du gouvernement, consacrée à l'examen et à l'adoption d'une série de textes législatifs et réglementaires, à l'approbation de plusieurs propositions de nomination à des fonctions supérieures ainsi qu'à l'examen d'un ensemble de sujets d'actualité.

Au début de ses travaux, le Conseil de gouvernement a examiné et adopté le projet de loi n. 01-13 suppléant le Chapitre III relatif à l'injonction de payer du Titre IV du Code de la procédure civile et la loi 53-95 portant création des tribunaux de commerce. Ce projet de loi, présenté par le Ministre de la Justice et des Libertés, vise à remédier aux problématiques relatives au recouvrement des créances, ayant un impact direct sur les investissements étrangers et nationaux. Le projet vise le développement de la procédure de l'injonction de payer, à travers la simplification des procédures et la réduction des frais.

Le projet a également pour objectif de garantir l'équilibre juridique entre le droit du créancier de recouvrer ses créances dans les plus brefs délais, et le droit du débiteur à un procès équitable, en adoptant le droit à l'opposition contre l'injonction afin d'économiser le temps et de garantir le principe de recours à la justice à deux degrés, au même titre qu'il stipule la réduction de la procédure civile proposée à trois étapes comprenant l'injonction de payer, émise par le président de la cour, l'opposition puis le pourvoi en appel. Ce projet est à même d'améliorer la notation du Maroc dans le rapport annuel de la Banque mondiale sur le climat des affaires qui comprend un classement annuel des Etats selon le degré de satisfaction des besoins de l'investissement, chose qui aura des retombées positives sur les investissements étrangers ainsi que l'encouragement de l'investissement national.

Par la suite, le Conseil a poursuivi l'examen puis adopté le projet de loi 46-12 modifiant et complétant la première annexe du dahir du 31 mars 1919 formant Code de commerce maritime, tout en prenant en compte les observations. Ce projet de loi vise essentiellement à actualiser la terminologie utilisée en la matière et la valeur des pénalités prévues, à étendre l'obligation de disposer d'un registre d'équipage aux petites embarcations de pêche, à réviser les dispositions relatives aux enquêtes maritimes en cas d'incidents maritimes, ainsi qu'à préciser les procédures de vente en justice des navires aux fins de permettre à l'administration compétente une gestion transparente et objective des créances de ces bateaux. Le texte est destiné à accompagner l'évolution que connaissent le secteur maritime national en général et le secteur de la pêche en particulier, en ce sens qu'il a été constaté que certains termes figurant dans le Code du Commerce maritime sont en déphasage avec le contexte national actuel et avec l'arsenal juridique en vigueur.

Le Conseil de gouvernement a également examiné et adopté le projet de décret n. 2-13-381 modifiant le décret n. 2-97-1039 du 16 janvier 1998 portant création d'une instance des conseillers juridiques des administrations auprès du Secrétariat général du gouvernement. Ce projet, présenté par le Secrétaire général du gouvernement, à rendre les dispositions du décret n. 2-97-1039 déjà cité et qui prévoit l'embauche au premier et deuxième échelon, selon la compétence et sur sélection, conforme les dispositions de l'article 22 du Dahir n. 1-58-008 du 24 février 1958 portant statut de la fonction publique tel qu'il a été modifié et complété. Dans ce sens, et conformément au projet, l'embauche des conseillers juridiques à ces échelons devra avoir lieu à travers un concours.

Par la suite, le Conseil de gouvernement a adopté le projet de décret n. 2-13-253 relatif à la définition des attributions et à l'organisation du ministère délégué auprès du chef de gouvernement chargé des affaires générales et de la gouvernance. Ce projet, présenté par le ministre délégué auprès du chef de gouvernement chargé des affaires générales et de la gouvernance, présente un nouvel organigramme composé, outre le cabinet du ministre et l'inspection générale, d'une administration centrale comprenant un secrétariat général et 4 directions. Il s'agit de la Direction de la gouvernance, de la Direction de la concurrence et des prix et de la promotion des investissements, de la Direction de la promotion de l'économie sociale et de la Direction des ressources et des affaires juridiques et des systèmes d'information, en plus de 12 divisions et 26 services. Le projet du nouvel organigramme tend à assurer la conformité avec les textes juridiques régissant le travail des ministères et l'application du décret organisant les secteurs ministériels et de celui définissant les attributions du ministre délégué auprès du chef de gouvernement chargé des affaires générales et de la gouvernance, y compris les nouvelles attributions. Le texte vise également à transcender les dysfonctionnements actuels qui résident essentiellement dans le grand nombre de structures au sein du ministère, le déséquilibre dans la

dimension des pôles et des cellules ainsi que les interférences des missions de certaines structures au sein du département.

Le Conseil de gouvernement a également adopté un projet de décret pris pour l'application de la loi n. 38-09 portant création de l'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme.

Ce texte, présenté par le ministre de l'Éducation nationale, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de ladite loi, tout en prenant en compte les amendements qui y ont été introduits. Le projet de décret prévoit le placement de l'Agence sous la tutelle du chef du gouvernement, avec siège à Rabat et la possibilité de créer des antennes régionales sur approbation du Conseil d'administration, de même qu'il définit la composition du Conseil d'administration en précisant les secteurs gouvernementaux qui y seront représentés. Le projet fixe également les modalités de nomination des représentants des associations actives dans le domaine de lutte contre l'analphabétisme et l'éducation non formelle, des représentants des syndicats professionnels les plus représentatifs, alors que le chef de gouvernement aura la latitude de nomination de trois personnalités. Ce projet revêt une importance particulière du fait que le Maroc est appelé à réduire le taux d'analphabétisme à 20% à l'horizon 2016, conformément aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). A noter que durant la dernière décennie, des efforts soutenus ont été déployés dans ce domaine, permettant de réduire le taux d'analphabétisme de 43% en 2004 à 30% en 2011. Plus de 730.000 personnes, dont 80% de femmes et 52% dans le monde rural, ont bénéficié des programmes d'alphabétisation en 2011/2012, avec une contribution de la société civile à hauteur de 51% à cet effort. En plus, plus de 16.000 centres d'alphabétisation sont actuellement opérationnels dans les différentes régions du Royaume.

Lors de la même réunion, le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle a présenté les résultats du premier round de dialogue entre le Maroc et les Pays-Bas tenu le 6 et 7 mai 2013 et au sujet duquel le ministère avait rendu public un communiqué.

Vers la fin de ses travaux, le Conseil de gouvernement a adopté plusieurs propositions de nomination à des fonctions supérieures, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution. Il s'agit d'Abdelaziz Nihou, directeur de planification au Haut-commissariat au plan (HCP) et de Samir Issara, directeur des Ressources humaines et des Affaires générales au HCP. S'agissant du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, les nominations concernent Abdellatif Roja, directeur du Grand Maghreb et des Affaires de l'UMA, Mustapha El Bouaazaoui, directeur des Affaires consulaires et sociales, d'Abdellatif El Aamiri, directeur des Ressources humaines et Ghazri Hicham, directeur des Affaires financières, des Systèmes d'information et de la Logistique. Concernant le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger, les nominations concernent Abdelfettah Sahbi, secrétaire général du ministère, et Jaouad Dqiweq, directeur de l'Action économique, sociale et culturelle. En ce qui concerne le ministère de la Communication, Mme Meryem Khatouri, a été nommée directrice des Études et du développement des médias. Et s'agissant du ministère de la Santé, Abdelkrim Daoudi a été nommé directeur du Centre hospitalier universitaire Mohammed VI d'Oujda.